

guerre / conflit / sécurité

Ecole de la paix

/ vivre ensemble

/ formation / recherche / solidarité / terrain

Bamako II

Oct
2014

Rapport de mission



Un triptyque d'outils de construction de la paix: éducation, entretiens et méthode participative



Sommaire

4

Contexte: préparer l'issue des négociations de paix: le Mali

5

Education à la culture de la paix: comprendre le contexte éducatif pour mieux adapter Objectif Paix

8

Culture de la paix : les échanges

10

Prévention des crises : écouter les témoins

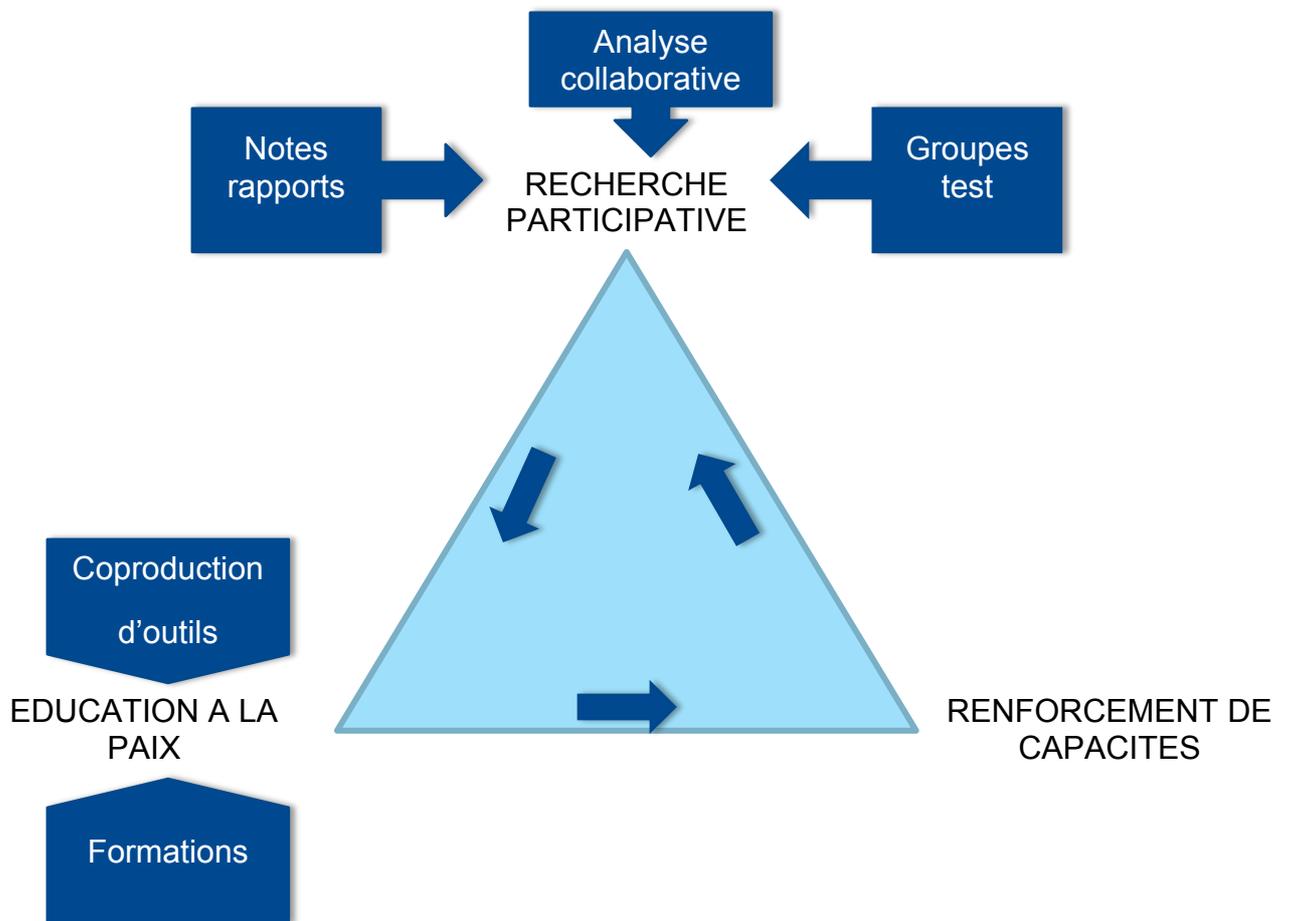
14

Cohésion sociale : la méthode SPIRAL

L'année 2014 a été riche en activités pour le projet Mali de l'Ecole de la paix. La visite de Mamadou Konaté, secrétaire général du Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains, le partenaire malien de l'en juillet 2014 a accéléré la collaboration et les projets communs.

Pour développer les programmes évoqués, une visite à Bamako était nécessaire. L'Ecole de la paix, représentée par Florent Blanc, s'est donc rendue au Mali en octobre 2014. Trois axes majeurs pour cette mission de près de trois semaines :

1. **Education à la paix** avec la présentation et l'ébauche de l'adaptation de l'outil Objectif paix auprès des services de la Direction Nationale de l'Enseignement Normale et des formateurs du CAPDH ;
2. **Analyse des tensions** par le biais d'entretiens et de consultations auprès de représentants de la société civile et d'acteurs politiques représentants les groupes armés mais aussi de représentants du gouvernement malien ;
3. **Cohésion sociale** par le biais d'un test de la méthode Spiral à Bamako.





CONTEXTE :

Préparer l'issue des négociations de paix : le Mali dans l'attente

Un accord de paix attendu

Lors de la première mission de l'École de la paix au Mali, en décembre 2013, nous avons pu assister au second tour des élections législatives qui suivaient de quelques mois l'élection du Président Ibrahim Boubacar Keita.

Le pays vivait alors une période de transition et de retour à la démocratie. Les témoignages recueillis lors de cette mission avaient mis en lumière la richesse de la société civile réunie à Bamako et l'énergie déployée à organiser la mobilisation pour contribuer à la résolution du conflit.

La mission 2014 s'est déroulée dans un contexte différent, marqué par la reprise, après la fête de Tabeski (*Aïd*), des négociations de paix à Alger entre le gouvernement du Mali et les négociateurs des groupes armés, sous le regard des représentants de la société civile malienne.

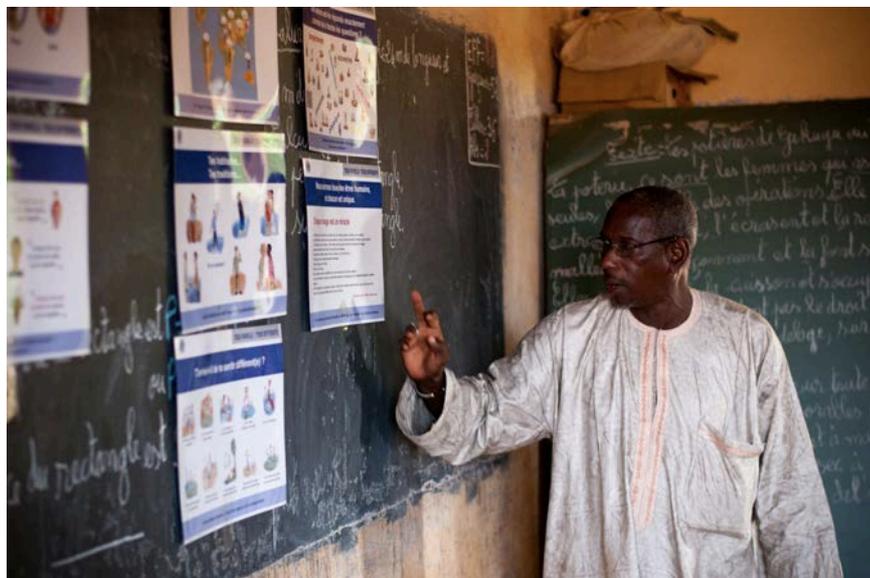
Le climat, perçu depuis Bamako, est attentiste. Chaque acteur, chaque citoyen scrute et analyse les nouvelles en provenance d'Alger pour y déceler les signes d'un accord prochain. Dans le Septentrion, les combats sporadiques qui perdurent entre groupes armés et les attentats à l'encontre des forces internationales rappellent, chaque fois, que l'accord qui sera trouvé devra, pour établir une paix durable, permettre une solution globale dans laquelle l'ensemble des acteurs politiques et sociaux pourra se sentir pris en compte.

L'enjeu, pour l'ensemble des Maliens sans distinction, c'est avant tout le retour de la sécurité, perçu comme condition préalable à la reprise des programmes de développement dans tous les domaines et toutes les régions.

A la lumière des échanges, force est de remarquer que les violences ont laissé une trace sur les individus et les relations intercommunautaires. Sur les individus tout d'abord parce qu'à Bamako se sont établis de nombreux déplacés internes dont les conditions de départ, de transport et d'installation dans la capitale ont été l'occasion de difficultés. Sur les relations intercommunautaires aussi, parce qu'à la faveur des négociations et des perspectives de paix, les méconnaissances croisées demeurent. Sans pour autant constituer des causes de violences, les a priori et amalgames constituent néanmoins des indices d'un lien social endommagé par les violences et l'attente d'un accord de paix final.

Néanmoins, dans ce contexte, les Maliens semblent très majoritairement confiants dans la capacité des négociateurs d'Alger à trouver un accord prochainement et ce, malgré des attentes très fortes pour une paix durable (voir plus loin).

C'est dans ce contexte de tensions et d'attentes que l'École de la paix et ses partenaires proposent une approche en trois points : écoute et analyse, promotion de l'éducation à la culture de la paix et méthodologies de travail sur la cohésion sociale.



Education à la culture de la paix : Objectif Paix Mali

Eduquer à la culture de la paix : le lien établi avec le Ministère de l'Education Nationale du Mali et le lien renforcé avec la Chaire Unesco

Premier axe de la mission de cette année, la partie éducation à la culture de la paix a pris deux formes principales : une formation de formateurs à l'outil « Objectif Paix » qui deviendra prochainement « Objectif Paix-Mali » et le renforcement du lien avec la Chaire Unesco sur la culture de la paix à l'université de Bamako.

Suite à la mission 2013 et les échanges avec plusieurs directions nationales du Ministère de l'Education Nationale du Mali, l'Ecole de la paix avait placé au cœur de sa convention de partenariat avec le Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains (CAPDH), le projet d'adaptation de l'outil pédagogique « Objectif Paix » (voir encadré à droite) afin de proposer aux écoliers maliens et aux structures jeunesse du pays un outil d'animation d'une réflexion collective sur la culture de la paix et la résolution non violente des conflits.

> **Impératif: systématiser l'éducation à la paix**

Les rencontres avec le Ministère de l'Education Nationale en 2013 avaient révélé l'importance d'une systématisation de l'éducation à la culture de la paix sous la forme d'une sensibilisation dispensée par les enseignants eux-mêmes devant leurs classes à leur rythme.

Plusieurs programmes nationaux se sont succédés autour du thème paix/citoyenneté depuis la démocratisation de 1991 dans le but de construire les bases d'une citoyenneté propre à consolider la paix (MODIFIER ?). Le Programme National d'Enseignement de la Citoyenneté des années 1990 a cédé le pas à au moins trois grands programmes sur la culture de la paix dans le cadre de l'appui, par l'UNESCO, à la mise en œuvre du Programme Décennal de l'Education (PRODEC) en lien avec le PNUD. Ces programmes ont eu pour vocation d'introduire l'éducation à la culture de la paix dans les programmes d'enseignement scolaire.

C'est avec modestie mais volontarisme, que l'Ecole de la paix et le CAPDH ont rencontré la Direction Nationale de l'Enseignement Normal (DNEN) du Ministère de l'Education Nationale du Mali. Eduquer à la culture de la paix doit se faire au

(suite)

Eduquer les citoyens de demain, faire des enseignants les médiateurs de la culture de la paix

DOC UNESCO : « Appui à la mise en œuvre du Programme Décennal de l'Education (PRODEC) au Mali », 1999
<http://bit.ly/1Ef34LP>

DOC Ministère de l'Education Nationale du Mali, Y. Haidara, « La prise en compte de l'éducation à la culture de la paix et aux droits humains dans l'éducation non-formelle », 2002
<http://bit.ly/1ztzQZM>

+ « **Objectif Paix** » est un outil pédagogique développé par l'Ecole de la paix. Mis en œuvre dans les écoles primaires et les collèges, en France, il permet d'inviter l'élève à faire évoluer ses comportements, ses attitudes et ses modes d'interaction avec les autres pour développer le respect, la tolérance, la compassion et le dialogue non violent comme mode de résolution des différends.

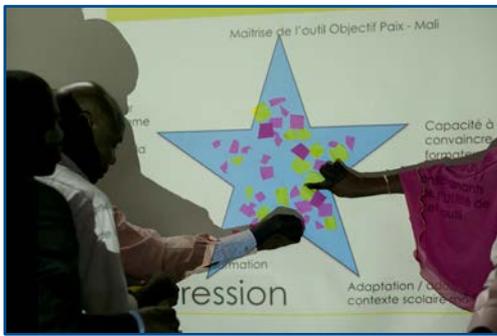


Photo 1: évaluation participative sur la base des critères déterminés par les attentes et craintes des participants

sein des écoles maliennes pour garantir une diffusion la plus large possible mais aussi la plus durable.

La DNEN a pour mission d'assurer la formation initiale (Instituts de Formation des Maîtres -IFM) et continue (Centres d'Activités Pédagogiques -CAP) des enseignants maliens.

Parvenir à faire intégrer l'éducation à la culture de la paix au sein de la formation initiale mais aussi continue des enseignants permettrait de diffuser les contenus largement.

Au cours de cet entretien, il a été évoqué d'avancer prudemment, en choisissant une académie-test pour la première phase avant de penser à un élargissement du programme.

> Former les formateurs: les relais de la culture de la paix

La DNEN a délégué cinq formateurs nationaux, des pédagogues expérimentés, pour bénéficier de la première formation de formateurs autour d'Objectif Paix.

La formation, organisée par CAPDH et assurée par l'École de la paix, a eu lieu le 23 octobre dans les locaux de l'école Aidara, à Bamako. La journée de formation a été ouverte en présence du maire de la Commune IV de Bamako, du censeur de l'école Aidara, du directeur de l'école fondamentale de Sirakoro, de la Directrice adjointe de la DNEN et du président de CAPDH.

Au total, ce sont dix-neuf participants qui ont pu prendre part à la formation. Composée d'une partie théorique sur la culture de la paix et les grands textes fondateurs, la formation a ensuite permis aux participants de comprendre les principes pédagogiques qui sous-tendent l'utilisation de l'outil Objectif Paix, de tester chaque panneau et de prendre en main le quatrième parcours sur les conflits.

La formation a fait l'objet d'une évaluation avant/après (cf photo 1) construite sur la base de l'expression des attentes et des craintes des participants en début de séance.

Ce temps a notamment permis de recueillir les remarques, les critiques et les commentaires des participants visant à améliorer et faciliter l'adaptation de l'outil Objectif Paix au contexte malien.

Au terme de cette journée de formation, il apparaît nécessaire de retravailler les images choisies puisque certaines ne « parlent » pas assez aux élèves (esquimaux, chocolat, nuisances sonores, conflit de voisinage), de traduire en langues nationales les mots-clés pour faciliter la compréhension des enseignants et des élèves et enfin de bien penser la méthode par laquelle l'élève va entrer en contact avec les contenus (petits groupes, grands groupes, images au tableau, élèves assis/cirquant...).

> Sirakoro: la formation testée sur le terrain

Dès le lendemain de la formation, les participants se sont réunis à l'école fondamentale de Sirakoro pour tester, devant trois classes (4^e, 5^e, 6^e année), trois parcours d'Objectif Paix (les différences, les émotions, les conflits).

L'école de Sirakoro a été choisie par CAPDH à la suite d'une enquête de terrain qui a établi la diversité de populations fréquentant l'école de ce quartier ayant accueilli récemment de nombreuses familles déplacées venues des régions du Nord Mali. Par ailleurs, il s'agit d'une école publique dont le directeur est particulièrement volontariste.

Lors d'une rencontre initiale dans son bureau, nous avons pu constater que ses effectifs sont très importants. Chaque classe accueille entre 150 et 190 élèves. Dans certaines classes, l'enseignement se fait uniquement en français, d'autres pratiquent l'enseignement en français et en bambara, d'autres enfin se font presque exclusivement en bambara.

Au sein de ces classes, il faut adapter la pédagogie pour s'assurer que chaque élève peut comprendre mais aussi voir les tableaux qui composent l'outil Objectif Paix.

Dans l'école fondamentale de Sirakoro, les élèves écoutent et participent activement lors de la séance de sensibilisation à la culture de la paix



Photo 3: Néguéting Diarra (CAPDH) présente Objectif Paix devant les élèves de l'école fondamentale de Sirakoro

Trois dispositifs de participation ont été testés :

- 1/ affichage des panneaux sur le tableau noir avec explication/animation par l'enseignant ;
- 2/ affichage des panneaux par groupe de 4 sur chacun des murs de la classe pour faire circuler les élèves ;
- 3/ circulation des panneaux au milieu des élèves pour que chacun puisse regarder de près les illustrations et les consignes.

> Test: les retours constructifs

A l'issue de la présentation des parcours, qui a duré environ 90minutes par classe, les participants à la formation ainsi que le directeur de l'école de Sirakoro se sont réunis pour échanger leurs impressions et remarques.

Celles-ci sont de plusieurs niveaux :

1/ Sur la présentation : quel que soit le modèle de présentation choisi, le grand nombre d'élève rend difficile pour chacun d'eux de prendre connaissance de chaque panneau. Les panneaux (A3) sont trop petits pour les salles de classe. Le nombre d'élève est trop important pour autoriser une découverte en petits groupes.

Il faut alors augmenter la taille des panneaux ou fournir à des groupes d'élèves des reproductions des panneaux. Chaque classe se divise habituellement en groupes de 10, soit environ une vingtaine de groupes par classe.

2/ Les images : elles ne correspondent pas à l'imagier habituel des enfants. Certaines images posent des problèmes de compréhension (esquimau, autruche, chocolat), d'autres ne correspondent pas à la réalité du pays (conflit de voisinage). Il faut donc retravailler les images pour les rendre plus fonctionnelles.

3/ Les mots et la langue : les mots employés dans l'outil Objectif Paix sont tous explicités dans le lexique fourni au formateur. Cependant, sur les panneaux, certains termes sont encore trop complexes pour des enfants qui découvrent et apprennent le français. Au cours de la présentation, les formateurs résolvent les difficultés en traduisant eux-mêmes les termes comme « émotion », « comportement » en langue nationale pour permettre aux élèves de continuer à participer. Il faut donc penser à traduire en langues nationales les

principaux termes.

4/ Le nombre de panneaux : dans l'idée que ce programme pourrait être déployé largement dans les écoles du Mali, il faut penser aux coûts de production et de reproduction. Composé de 52 panneaux A3 plastifiés au total, Objectif Paix représente un coût de production trop élevé si chaque école doit être équipée.

Il faut donc, sur la suggestion des enseignants et des formateurs nationaux, essayer de résumer l'exposition à une dizaine-douzaine de panneaux qui pourraient alors demeurer dans les classes toute l'année et servir à l'enseignant pour animer, régulièrement, des rappels sur la culture de la paix en relation avec la leçon du jour.

> A suivre : adaptation de l'outil avec la DNEN

A l'issue de cette journée de test, et au vu de la satisfaction générale des participants et en premier lieu du directeur de l'école de Sirakoro, il a été décidé de poursuivre le travail d'adaptation de l'outil Objectif Paix.

Pour cela, il faut avant tout imaginer un autre temps de formation/construction collectif en présence des spécialistes de la DNEN et des membres du CAPDH pour créer Objectif Paix-Mali.

Cet outil serait alors proposé/adapté sur la forme d'une formation estampillée Education Nationale du Mali afin d'être dispensée dans les IFM et les CAP.



Photo 2: Formatrice de la Direction Nationale de l'Enseignement Normal

Culture de la paix: les échanges



A Bamako, la société civile est engagée, mobilisée et active dans les dialogues

DOC Emission « Questions d'actualité », Radio Energie, Bamako, octobre 2014
<http://bit.ly/1yGDqL0>

DOC Florent Blanc, « Construction de la paix, développement et cohésion sociale », intervention, Bamako, octobre 2014

DOC Emission , Radio Energie
<http://bit.ly/1IJ6J7M>

DOC Emission radio, Radio Grésivaudan, 29 octobre, en direct de Bamako

DOC Emission, Radio campus 6 novembre, en direct de Grenoble

L'éducation à la culture de la paix passe aussi par la recherche d'échanges formels et informels sur ces valeurs, ces pratiques avec des acteurs de terrain. La mission Mali 2014 a, en ce sens, été riche d'enseignements.

A l'occasion de cette mission au Mali, la culture de la paix et sa mise en œuvre ont été au centre des occasions d'échange. Si la formation de formateurs et le test dans l'école de Sirakoro ont permis d'échanger sur le sujet, et de sensibiliser près de 450 élèves en une après-midi, c'est également au cours d'autres occasions d'échanges que le thème a pu être abordé, développé et approfondi.

> La Chaire UNESCO de l'Université des Sciences Humaines de Bamako

Perché sur la colline du Savoir, la Chaire UNESCO sur la culture de la paix s'efforce, grâce à l'énergie du Professeur Ibrahim Traoré de faire vivre ces valeurs. C'est chaque année, un réel plaisir que d'échanger avec lui.

A l'occasion de cette mission, le contexte malien se prêtait parfaitement à l'organisation de plusieurs échanges, privés et publics, quant au rôle de l'éducation à la culture de la paix en période de sortie de crise.

Les échanges avec le Pr Traoré ont donné lieu à la réalisation d'une longue interview vidéo qui pourra être utilisée pour faire la promotion de la culture de la paix en apportant un témoignage malien. Cette interview sera prochainement postée sur le site Territoires de paix.

> Conférence : « Culture de paix et développement : l'enjeu de la cohésion sociale »

Le samedi 25 octobre 2014, le CAPDH avait organisé une conférence sur le lien entre culture de la paix et développement. En reprenant les réflexions développées par le Conseil de l'Europe au sujet de la cohésion sociale, il a semblé intéressant de consacrer un temps de réflexion à l'analyse de cette notion dans le contexte de sociétés dans lesquelles les écarts entre riches et pauvres mettent en péril les mécanismes existant de solidarité.

Le Pr Ibrahim Traoré s'est exprimé sur le lien entre culture de paix et développement durable, en précisant qu'il ne pouvait y avoir de paix durable si le modèle de développement choisi mettait en péril les modèles sociaux de solidarité tout autant que l'environnement dans lequel évoluent les êtres humains.

Cette conférence a également permis au président du CAPDH de prendre la parole pour rappeler l'héritage culturel du Mali en ce qui concerne les droits humains et les mécanismes traditionnels de règlement des conflits.

Suivie par la presse bamakoise, cette conférence a permis de toucher un public large.

> Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin (EMP) : éduquer les civils à la culture de la paix

Lors d'un échange avec le Colonel Philippe Kleb (Directeur des Etudes) et M. Joseph Bankolé, (Responsable des cours de la composante civile), il est apparu très clairement non seulement que l'Ecole de Maintien de la Paix cherchait à s'ouvrir au monde civil mais que dans cette démarche d'ouverture l'éducation à la culture de la paix recevrait une attention particulière.

L'EMP est à la recherche d'apports extérieurs capables de l'aider à développer des contenus et des formations adaptés à un public africain à la recherche d'outils pour trouver des solutions propres à l'Afrique.

La création prochaine d'un programme de Master destiné à des étudiants civils qui seront orientés vers les agences de l'ONU et les grandes ONG humanitaires, pousse l'EMP à chercher des contenus de qualité, capables de répondre aux exigences de l'équipe pédagogique.

> La culture de la paix sur les ondes : radio Energie

En préparation de cette mission, le CAPDH était parvenu à intéresser plusieurs médias maliens pour se faire le relais des travaux et événements autour de la culture de la paix.

La Radio Energie a ainsi accueilli à deux reprises, dans les émissions de l'animateur Paul N'Guessan, l'Ecole de la paix et le CAPDH.

Lors du premier direct, il était question de la culture de la paix et du rôle de l'éducation dans la construction d'une paix durable.

La seconde émission, « Questions d'actualité », a permis de reprendre les thématiques abordées lors de la conférence publique en ré-explicitant le lien entre culture de paix, justice, droits humains et cohésion sociale.



Photo 4: Pr Ibrahima Traoré, Chaire UNESCO, Université des Sciences Sociales, Bamako

**Dialoguer,
communiquer,
débattre: la
culture de paix en
construction
permanente**



Prévention des crises : écouter les témoins

Un an après les élections présidentielles et législatives, l'atmosphère à Bamako semble très différente. Le premier gouvernement de l'après-transition, celui dirigé par Oumar Tatam Ly depuis la fin de l'été 2013 a été dissout. Celui de Moussa Mara a connu une série de revers dont les plus importants restent l'épisode de la visite de la ville de Kidal en mai 2014 et celui des contrats d'armements de l'automne 2014. Malgré tout, l'attention du pays et de ses partenaires est ailleurs, focalisée sur les négociations de paix qui se déroulent à Alger depuis le mois de juillet 2014.

Sous l'égide de la médiation algérienne, les négociations d'Alger réunissent autour d'une même table le gouvernement malien et les groupes armés. Sont également représentés les bailleurs et partenaires du Mali, sous la forme de délégation d'observateurs représentant l'Union Africaine, la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, les Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation de la Coopération islamique ainsi que le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

Les groupes armés présents à la table des négociations ont signé l'Accord de Ouagadougou du 18 juin 2013.

Trois groupes armés sont opposés aux positions du gouvernement malien. Il s'agit du Mouvement pour la Libération de l'Azawad (MNLA), du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA) et du Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA).

Trois autres formations armées, considérées par les premiers comme plus favorables au gouvernement, sont également présentes à Alger : la Coalition du Peuple pour l'Azawad (issue d'une scission du MNLA), la Coordination des Mouvements et Forces Patriotiques de Résistance (CMFPR) et du Mouvement Arabe pour l'Azawad (MAA2, issu d'une scission).

En juillet 2014, l'ensemble des groupes armés a accepté la signature d'une feuille de route préparée l'équipe internationale de médiation.

Fait intéressant, la société civile du Mali est présente à Alger. Elle a pu s'exprimer mais ne peut participer aux délibérations et aux décisions finales, n'ayant pas de vote.

Du côté des groupes armés, jusqu'au 1er novembre 2014, les négociateurs se répartissaient en deux groupes qui se distinguent notamment dans les revendications exprimées concernant le statut du territoire. D'un côté la

A Bamako, les questions de développement et de justice

DOC

Feuille de route (juillet 2014)
<http://bit.ly/1CF9KWh>

DOC

Synthèse du médiateur (28
octobre 2014)
<http://bit.ly/1BdoSZp>

DOC

Document d'accord pour la
paix et la réconciliation au Mali
(décembre 2014)
<http://bit.ly/1pTvKqL>

+

La CMFPR est composé
des groupes armés
suivants :

- Ganda Koy
- Ganda Izo
- Front de Libération des régions Nord du Mali
- Alliance des Communautés de la Région de Tombouctou
- Force Armée contre l'Occupation
- Cercle de Réflexion et d'Action

Plateforme (CPA, CPA et CMFPR 1), de l'autre la Coordination des Mouvements de l'Azawad composée du MNLA, du HCUA, du MAA, de la CMFPR 2 et de la CPA.

Ces deux regroupements s'expliquent d'abord par les positions adoptées à la signature même de la feuille de route. Chaque ensemble se démarque alors de l'autre dans sa position générale vis-à-vis du gouvernement de Bamako. Mais au fil des négociations, et à mesure que les groupes discutent en interne de l'évolution des positions et de leur organisation, certaines tensions entraînent des scissions d'où l'existence aujourd'hui d'une CMFPR 1 et 2, tout comme le MAA ou la CPA issue du MNLA.

A la publication de la première synthèse présentée par la médiation rédigée à la suite des négociations distinctes avec les deux ensembles de groupes armés, on constate certaines convergences de positions en ce qui concerne les demandes de développement et de gouvernance des régions du Nord visant à obtenir une capacité de décision plus grande en ce qui concerne les affaires locales. Avant tout, il y a une certaine convergence dans les griefs adressés au gouvernement central de Bamako en ce qui concerne le développement du Nord.

Mais il faut également prendre en considération les populations ou les intérêts qu'entendent représenter les groupes armés présents autour de la table des négociations : populations sédentaires ou nomade, pro-gouvernemental ou anti, séparatistes, fédéralistes et autres...

Certains groupes ont une antériorité au cours de la crise de 2012, d'autres tirent leur place à la table des négociations de leur histoire longue. D'autres encore, sont si récemment nés qu'ils présentent quelques énigmes encore.

La question qui émerge, au détour des conversations informelles et des échanges formels, est celle de la représentativité et de la légitimité des négociateurs d'Alger. Si aucune des personnes interrogées ne conteste le processus de négociation, plusieurs émettent des réserves quant à la capacité des groupes armés à parler au « nom de » et donc à être en mesure de négocier un accord final

qui recevra l'adhésion de toutes les composantes de la population.

Les entretiens conduits lors de cette mission auprès de membres de l'administration malienne, de responsables d'organisations de la société civiles (OSC) et de représentants des groupes armés présents à Alger, apportent quelques pistes de réflexion et attestent des espoirs d'une fin positive pour ces négociations.

> Tenir compte des traumatismes et reconstruire les imaginaires

A l'occasion d'une visite d'école fondamentale à Bamako, l'un des partenaires maliens de l'Ecole de la paix nous interpellait sur la prise en compte des traumatismes avec lesquels vivent les enfants qui ont été témoins des combats au Nord. Comment prendre en compte ces conséquences particulièrement marquantes des violences qui ont eu lieu ?

Il décrivait des enfants qui sursautent au moindre bruit inhabituel, des enfants qui parlent des explosions qu'ils ont vues et entendues, des victimes proches qu'ils ont connues.

Si ce type de souvenirs traumatiques est extrême, il n'en demeure pas moins que la crise a laissé chez ceux qui en ont fait une expérience directe, chez ceux qui ont fui les combats et la menace de violence, mais également

l'ensemble de la population malienne, des traces douloureuses.

L'exemple récent de la reprise sporadique de combats au Nord depuis l'été 2014, qui ont suivi la bataille de Kidal en mai 2014, a suscité chez certaines populations déplacées des réflexes de préparation d'un nouvel exil pour chercher protection à l'extérieur des frontières.

Si les négociations de paix en cours n'ont pas pour objectif de résorber ces traumatismes, il faut bien comprendre qu'elles constituent autant de signaux qui renforcent ou allègent les craintes de ceux qui vivent avec le traumatisme de cette crise.

> Paix, développement, justice : le choix d'une architecture pour le futur du Mali

Alors que le film d'Abderhamane Sissako sort prochainement sur les écrans français, la question de la prise en compte des victimes de la crise de 2012 se pose avec une importance renforcée. La Commission Dialogue et Réconciliation, mise en place sous le gouvernement de transition, avait abordé cette problématique en conduisant des travaux de recensement des victimes. Pour autant, ceux-ci n'ont pas, à notre connaissance, été finalisés. L'actuelle Commission *Justice Vérité et Réconciliation*, finalement créée par un vote de l'Assemblée Nationale à la mi-mars 2014 qui ratifie l'ordonnance



du 15 janvier, est en phase préparatoire puisque les quinze commissaires n'ont pas encore été élus. Ses travaux reprendront après la fin des pourparlers de paix d'Alger.

La prise en compte de la dimension « justice » dans les négociations d'Alger n'apparaît que légère au regard des quatre thématiques principales : institutions, développement, sécurité et réconciliation.

A l'heure de la rédaction de ce rapport, un document de synthèse des propositions des groupes armés a été rendu public par le médiateur afin de servir de base de discussion à un pré-accord.

Dans ce document, la dimension justice est abordée au titre V « réconciliation, justice et questions humanitaires » et prévoit une « démarche holistique reposant sur la promotion de la vérité, de la justice, de l'apaisement et de la réconciliation ». S'il est bien rappelé que les crimes contre l'humanité demeurent imprescriptibles, les mécanismes de mise en œuvre de la justice, restent, dans ce document à préciser.

Lors d'une récente émission de radio à Bamako, la question de la justice à l'encontre des personnes qui s'étaient rendues coupables de crimes pendant la période de l'occupation des régions du nord nous avait été posée. Un magistrat avait alors répondu, à juste titre que chaque personne suspectée d'un crime devait pouvoir bénéficier de la présomption d'innocence et que la justice devait, quel que soit le contexte, suivre la voie des procédures prévues par la loi.

La proposition d'une réponse « holistique » à l'impératif de prendre en compte les victimes de la crise pourrait s'avérer comme une protection, en-deçà, de ce que prévoient les textes de lois maliens. Si elle était appliquée, cette disposition, pour vague qu'elle soit à l'heure actuelle, pourrait bien constituer un point d'achoppement futur à une réconciliation durable.

> L'enjeu de la gouvernance et de l'échelon régional au Mali

Au cours des entretiens conduits, que ce soit avec des représentants de la société civile, des groupes armés, ou des fonctionnaires, la question de la gouvernance et de l'organisation administrative revient comme un point-clé de la négociation de sortie de crise.



Photo 5: quelle paix pour la jeunesse du Mali?



Photo 6: marché central de Bamako

Alors que le Ministère de la Décentralisation et de la Politique de la Ville annonçait le début des travaux de réflexion sur un plan de régionalisation poussée, la médiation, à Alger, publiait la synthèse des revendications des groupes armés. Le document indique que l'organisation politique et institutionnelle devrait tenir compte de la volonté des acteurs des trois régions du Nord de bénéficier de pouvoir de décision étendus.

Dans l'architecture institutionnelle proposée par les négociateurs, l'échelon régional est l'objet d'attentions particulières.

Outre l'élection de l'exécutif régional au suffrage universel, qui renforce la légitimité de la personne élue, c'est aussi l'augmentation du nombre d'élus dans les instances délibératives régionales qui est demandée.

Autour de cet exécutif renforcé dans sa représentativité et dans sa personnalisation, des fonctions et prérogatives étendues sont demandées afin de faire de la région l'échelon de décision en ce qui concerne les préoccupations des populations. Dès lors, sécurité et développement feraient l'objet d'un pouvoir de décision mais aussi d'une capacité de financement plus forte, selon les revendications posées par les négociateurs d'Alger.

Dans le domaine du développement, le document de synthèse de la médiation, demande la création d'agences régionales de développement, placées sous le contrôle de l'exécutif régional. Pour ce qui est de la sécurité, des forces de sécurité régionale, pouvant intégrer des combattants démobilisés, seraient chargées, conjointement avec les forces de l'Etat central, d'assurer la sécurité des régions du Nord pour le bénéfice des populations.

Mais ces ambitions achoppent sur la question budgétaire et le niveau des péréquations de l'Etat. La synthèse préconise donc un transfert de ressources de l'Etat vers les régions à hauteur de 30% du budget de l'Etat, mais aussi le droit pour les régions de décider d'impôts et taxes. Enfin, les négociateurs demandent que l'accord de paix prévoie que les ressources naturelles qui pourraient être exploitées sur le territoire des régions du Nord fassent l'objet d'une rente pour les zones d'extraction.

> La priorité au Nord

Lors de l'un de nos entretiens (octobre 2014) avec plusieurs responsables politiques et membres de la société civile, la question de la priorité à donner au développement des trois régions du nord a été abordée. Les échanges ont permis de mettre en lumière l'analyse de l'attitude qu'adopterait

l'opinion publique et les responsables politiques sur cette priorisation.

Nous avons noté, au début de l'année 2014, la résurgence de propos politiques exprimant une tension possible entre le nord et le sud sur la question de l'égalité de traitement reçu par les territoires. Ces propos étaient à comprendre dans le contexte de tensions armées qui avaient pu susciter l'expression, sur les réseaux sociaux et dans les commentaires web, d'un sentiment favorables à la scission du Mali en deux entités consacrant une différence irréconciliable entre un « sud » et un « nord ». Cette ligne d'argumentation, bien entendu, est mise en faute par la nature multiple et diverse des territoires et des populations du Mali qui, a aucun moment, ne présentent d'autre caractéristique que celle d'être interconnectées, et donc liées.

Lors des entretiens menés en octobre 2014 par l'Ecole de la paix, et alors que les négociateurs parvenaient à l'expression de leurs demandes concernant les quatre volets, les analystes à Bamako émettaient le sentiment qu'une priorité serait bien accordée au développement des trois régions du Nord afin de faciliter la signature d'un accord de paix qui constitue la base d'une paix durable.

Sans études d'opinion ou sondage régulier, c'est dans l'analyse des commentaires sur les sites d'information et auprès des personnes rencontrées au cours du séjour que la question de l'attitude générale vis-à-vis de cette option a été posée et que des éléments de réponse ont été cherchés.

Bien que la méthode souffre de biais évident, les réponses obtenues montrent effectivement, à Bamako et auprès de nos contacts, que le choix d'une priorité temporaire accordée aux régions du septentrion recueille l'assentiment de la population. Les propos recueillis mentionnent le retard évident de développement pris par les périphéries les plus éloignées, l'importance de l'accès aux services publics pour les populations nomades, mais aussi la difficulté climatique et environnementale que connaissent ces territoires du Mali comme explication de ces opinions.

Par ailleurs, est inscrite assez profondément, l'idée que le manque de développement est la cause profonde de la crise de 2012. Dès lors, le soutien à un plan permettant de

renforcer la capacité de décision, de gestion et de financement des programmes de développement au plus près des priorités énoncées par les populations et leurs représentations, semble s'expliquer naturellement.

Cette recherche des perceptions concernant les positions des groupes de négociateurs est importante en ce sens qu'elle permet également d'envisager à la fois la réception du document de synthèse par l'opinion publique et les acteurs politiques, mais également de saisir la manière dont l'accord de paix final pourrait être compris par l'assemblée nationale qui devrait, sur un horizon de moyen terme, avoir à examiner d'éventuelles lois mettant en œuvre les mesures contenues dans l'accord de paix.

Ces entretiens auprès d'acteurs diversifiés permettent de tester les hypothèses de travail présentées dans la grille d'analyse. Plus particulièrement, ils ont permis d'évoquer les facteurs de tension que sont l'émergence de groupes concurrents de l'Etat sur le territoire, la contestation de son autorité sur certaines zones du territoire. En effet, si certains groupes affichent leur soutien à un Etat malien unitaire, il n'en demeure pas moins que les discours publics de ces groupes soulignent la capacité limitée ou partielle de l'Etat à protéger les populations.

Par ailleurs, les entretiens réalisés font apparaître des propos qui laissent entendre la constitution de groupes armés constitués autour d'une opposition occupationnelle (sédentaires, nomades) qui brouille l'explication la plus courante qui tend à mettre en avant des raccourcis sur la division ethnique englobante et réifiante des groupes présents à Alger. Dès lors, la multiplication des groupes armés revendiquant une place à la table des négociations, tout autant que la fracturation des groupes initiaux, pose question. La grille d'analyse et la relecture de l'histoire récente du Mali fait porter la priorité des analyses futures sur les conditions de la signature de l'accord de paix définitif et les conditions envisagées de sa mise en œuvre sur le terrain.

La nécessité d'une lecture approfondie permettant de comprendre de manière critique les discours et les positions s'impose donc. La grille d'analyse de l'Ecole de la paix semble en cela un outil d'éclairage intéressant pour nos partenaires.

Une grille pour lire les tensions et analyser l'évolution de la situation malienne

Les tensions examinées sont organisées en cinq domaines thématiques eux-mêmes divisés en trois degrés:

- La fragilité structurelle de l'Etat
- La fragmentation sociale
- La faible capacité de l'Etat à protéger
- La fragilité des écosystèmes



Facteurs structurels
Facteurs amplificateurs
Facteurs déclencheurs

Méthode d'analyse : tenter de prévenir une crise, manifestée par une violence exercée à l'encontre d'êtres humains, c'est avant tout chercher à identifier les tensions qui sous-tendent une société dans l'objectif de permettre l'anticipation d'une rupture des mécanismes de liens entre les êtres humains et d'apporter une réponse ponctuelle, appropriée et suffisante. Cette réponse, idéalement, doit permettre de désamorcer un processus de rupture dont les victimes, quelle qu'en soit la cause principale, sont le plus souvent celles et ceux qui sont le moins bien protégés par la société.

Pour espérer apporter des éléments d'information pertinente à ce sujet, l'Ecole de la paix s'est fixée comme objectif de comprendre de manière précise et prudente les fonctionnements d'une société, de constituer des réseaux de relais pour tester les hypothèses de travail, discuter des analyses et produire une information vérifiée, en lien avec ses partenaires.

Les facteurs de tension identifiés dans la grille d'analyse ont été choisis grâce à l'analyse des crises qu'a connues le Mali par le passé mais également par un travail de lecture des conditions de crise qu'ont traversé d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Selon les époques, et au fil de l'évolution d'une période de crise, certains critères sont plus pertinents ou prégnants que d'autres, ce qui n'implique pas qu'il faille cesser d'en évaluer de manière continue le caractère explicatif potentiel.

Cohésion sociale : méthode SPIRAL



Au cours de l'année 2014, l'Ecole de la paix a pu réaliser combien les préoccupations, au quotidien, des citoyens maliens, étaient en décalage avec les lignes de tension identifiées à l'échelle géopolitique. *Ikakene* est né de la volonté d'adapter la grille d'analyse à l'expression des priorités du bien-être des habitants. Sur la base de la méthode SPIRAL, l'Ecole de la paix a pu mener un premier test de faisabilité grâce à la participation du CAPDH.

> SPIRAL : le souci de la cohésion sociale

SPIRAL est une méthode développée par le Conseil de l'Europe qui permet d'animer des groupes de citoyens sur un territoire donné afin de définir, ensemble, des indicateurs de bien-être et ainsi définir des priorités d'action.

C'est en 1997 que le Conseil de l'Europe s'est penché sur la priorité à donner au renforcement de la cohésion sociale alors que la crise économique menaçait, par un renforcement des phénomènes d'exclusion, de vider de son sens les politiques d'accès aux droits, garantes de la démocratie et de l'Etat de droit.

Dès le début des années 2000, une stratégie commune de renforcement de la cohésion sociale, identifiée comme le « moteur » des trois piliers du Conseil de l'Europe – démocratie, droits de l'homme, état de droit - est conçue. La cohésion sociale y est définie comme la capacité des états à assurer le bien-être de tous, de minimiser les inégalités et de lutter contre les exclusions.

Cette focalisation passe dans un premier temps par l'élaboration de critères définissant, pour chacun, les facteurs de son bien-être. Dans un second temps, l'idée d'une coresponsabilité des citoyens et des autorités est établie quand à la réalisation du bien être de tous. Enfin, un troisième temps propose l'association de tous les acteurs à l'évaluation du progrès social.

La méthode SPIRAL, codifiée à mesure de l'évolution de ce

programme, tire son nom de l'acronyme Societal Progress Indicators for the Responsibility of All).

> Le Mali et la cohésion sociale

Au cours de l'année 2014, les groupes de parole organisés autour des hypothèses de la grille de lecture ont permis de révéler l'importance d'une attention plus grande à porter au thème de la cohésion sociale.

En effet, si les liens sociaux au Mali sont forts traditionnellement, les analyses des conséquences de la crise réalisées par plusieurs ONG internationales (Oxfam, Handicap International et autres) indiquent que les relations sociales ont beaucoup souffert du conflit.

L'idée n'est pas de dresser un constat comme une vérité immuable, mais plutôt de trouver les moyens d'analyser et de travailler, avec les partenaires maliens du CAPDH, sur ce qui réunit les citoyens du Mali.

A l'occasion de cette mission, le thème de la cohésion sociale a pu être abordé lors d'une conférence et d'un débat radio, mais également discuté longuement avec les partenaires et d'autres interlocuteurs au cours d'entretiens personnels.

> SPIRAL : bien-être et coresponsabilité

A l'heure où chaque acteur malien attend des négociateurs d'Alger le signe d'une stabilisation politique et sécuritaire prochaine, c'est sur la relance véritable des plans de développement que portera l'attention.

Les vocables de la bonne gouvernance et de la transparence restent très présents dans les discours publics. De récents événements concernant la passation de marchés publics ou l'utilisation de fonds internationaux ont rappelé le potentiel de division sociale et politique que portent ce type d'infractions.

Par ailleurs, le mouvement institutionnel et les demandes émanant de la société civile demandent une gestion politique et budgétaire qui soit la plus proche des citoyens et de leurs représentants de terrain.

Dès lors, SPIRAL par la mise en discussion des critères de

bien-être apparaît comme une méthodologie de travail intéressante pour construire, à l'échelle micro-locale, des réflexions collectives autour de la coresponsabilité dans le bien-être collectif.

> Organiser un groupe Spiral-test

SPIRAL fonctionne comme une technique d'animation de groupe de parole dont le but est de parvenir à l'expression des critères personnels des conditions du bien-être avant de parvenir, par le dialogue et la compréhension mutuelle, à l'organisation de ces critères en grands ensembles cohérents.

La discussion et le travail s'articulent autour de trois questions simples :

- Qu'est-ce que le bien-être pour moi ?
- Qu'est-ce que le mal-être pour moi ?
- Que suis-je prêt à faire pour assurer le bien-être des générations futures ?

Les réponses personnelles sont lues, explicitées par la discussion collective et ordonnées.

Cette classification, fruit d'une discussion constante, permet ensuite d'identifier les axes prioritaires de travail et de situer ces priorités dans un rapport d'échelles de mise en œuvre (la relation à soi-même, la relation à l'autre, le local et le plus général). Chaque groupe définit ensuite une priorité, par le débat, et détermine ce que ses membres sont prêts à



faire pour assurer le bien-être de tous.

Selon l'échelle du territoire (commune, quartier, entreprise, association, école), plusieurs groupes cohérents peuvent être organisés. Un temps d'échange intergroupe, si nécessaire, est ensuite mis en place pour que chaque groupe rende compte de son travail de sélection des priorités. La mise en commun des réponses synthétiques, la nouvelle discussion, et la synthèse finale permettent alors de déterminer, entre les groupes, une priorité commune réunissant l'assentiment de tous les acteurs en vue de l'élaboration d'un projet collectif porteur d'une amélioration du bien-être de tous.

> CAPDH et la question du bien-être

CAPDH est une association composée de jeunes maliens, hommes et femmes, fortement impliqués dans les réflexions sur l'avenir du Mali et les méthodes de travail permettant d'imaginer de nouveaux projets collectifs.

Un premier groupe test de la méthode Spiral a donc, logiquement, été organisé avec un groupe d'une dizaine de

membres de l'association.

Réunis autour d'un repas partagé, les membres du CAPDH ont accepté de jouer le jeu des trois questions et du dépouillement collectif.

Parmi les réponses ressortent plusieurs ensembles cohérents de préoccupations (indicateurs de mal-être) mais aussi de satisfaction (indicateurs de bien-être). Voici les regroupements :

- le premier concerne la pauvreté que les réponses accumulées précisent sous les contours suivants : les écarts de richesse, le coût de la vie, la famine, l'accès à un revenu permettant d'épargner (négatifs) mais aussi avec son corolaire - la solidarité entre habitants.
- Le second concerne la ville et les problématiques de santé : la pollution (de l'air et de l'environnement) et les problèmes d'assainissement, la poussière et les maladies. Ici le seul élément indicateur de bien-être c'est l'aspiration à une bonne santé. Derrière la pollution comme mauvais indicateurs, les réponses ont identifié les modes de déplacement urbains comme cause et le non-respect du code de la route comme facteur d'accident et de difficulté pour les déplacements.
- Un troisième groupe reprend les aspirations liées au droit et à la sécurité et met en avant les conflits, l'insécurité et les restrictions de liberté comme causes de mal-être, mais la paix, la liberté de circulation et la liberté d'agir comme indicateurs de bien-être.

Le temps imparti à cet exercice n'a pas été suffisant pour permettre de creuser plus avant les réponses pour les détailler ensemble. N'a pas pu être réalisée la seconde phase qui permet de déterminer, en commun, une priorité d'action visant, avec les moyens disponibles, à mettre en œuvre une priorité d'action impliquant l'ensemble des parties prenantes à l'exercice.

En l'état actuel de l'analyse, les réponses sont donc organisables par ensembles thématiques présentés page suivante. Il faudrait, au cours d'une discussion, pouvoir revenir sur les réponses pour préciser, collectivement, le sens à leur donner dans leur relation à l'autre (individu) mais aussi au collectif (relation familiale, collectivité, état) afin de déterminer les niveaux d'action opérationnel.

En effet, le but de cette méthode est de permettre aux différents groupes présents sur un territoire de réfléchir ensemble, sous la forme de groupes cohérents, à leurs indicateurs pour pouvoir mettre partager et discuter des priorités envisagées pour maximiser le bien-être collectif.

> Analyse succincte des réponses

L'exercice a permis de dégager des recoupements de préoccupation qui permettent d'imaginer les premiers indicateurs pour ce groupe (santé personnelle et publique, solidarité et redistribution, libertés publiques et sécurité). Pour autant, sans un travail de précision, les indicateurs ne peuvent être qu'artificiels et projetés.

Par ailleurs, c'est la discussion au sein du groupe qui doit permettre à ses membres de faire émerger des priorités conçues selon leurs imaginaires d'action.

Enfin, il faut noter que les réponses, dans leur état brut, sont empreintes non seulement de la sociologie propre à ce groupe (importance des libertés publique, justice sociale) mais également marquées par le passé récent du

Mali (préoccupation de sécurité). Il sera donc intéressant de transmettre prochainement les clés de cette méthode aux membres du CAPDH pour poursuivre cette démarche et initier des projets de territoire.

Répondre à l'intérêt local

A l'issue du test réalisé à Bamako avec les membres du CAPDH, un intérêt fort se dessine localement pour poursuivre la compréhension de cette méthodologie de travail local. L'implantation locale et institutionnelle forte du CAPDH en fait le partenaire de choix pour lancer une expérimentation future au sein d'une commune de Bamako et constituer ainsi un premier groupe de dynamiseurs et de

facilitateurs chargés de lancer et de suivre des plateformes SPIRAL locales.

La méthode, présentée de manière informelle, à plusieurs responsables politiques locaux et nationaux a interpellé celles et ceux qui perçoivent le potentiel de démocratie participative dans la conception de politiques de développement local répondant au mieux aux aspirations des citoyens en lien avec leurs institutions.

Enfin, une formation à la méthode est d'ores et déjà envisagée avec les groupes de ressortissants maliens en Rhône-Alpes. La participation active de l'Ecole de la paix au sein du réseau international regroupant les organisations faisant la promotion de SPIRAL est certainement un signe positif.



Rapport de mission préparé par
Florent Blanc, chef de projet Mali

Ecole de la paix

t. : 06.43.94.98.27

w : territoires.ecoledelapaix.org

